

Normandie

L'État choisit l'Eure pour lancer le Service national



Trois ministres étaient en déplacement à Vernon et Évreux, lundi, pour lancer la campagne de recrutement du dispositif. Dès le mois de juin, 2 000 à 3 000 jeunes l'expérimenteront. Sébastien Lecornu, Geneviève Darrieussecq et Gabriel Attal, le secrétaire d'État à la Jeunesse qui porte le projet, ont fait le déplacement dans l'Eure, l'un des treize départements pilotes, pour lancer officiellement la campagne de recrutement qui doit durer un mois.

En juin, 2 000 à 3 000 jeunes de 15 à 16 ans intégreront la première promotion du SNU. Quinze jours en internat, « **au service des valeurs de la République** », pendant lesquels les volontaires seront formés aux premiers secours et à réagir en cas de crise. La question de la sécurité est abordée avec « **un encadrant pour cinq jeunes** ». Comme celle du passage du Code de la route « **offert** » aux participants. La deuxième phase obligatoire du SNU consistera en une mission d'intérêt général de quinze jours.

À Évreux, trois établissements ont été retenus pour accueillir des volontaires dès la phase de test, du 18 au 28 juin. Gilles Richard, à la tête du lycée général et professionnel Aristide-Briand et de ses 2 500 élèves, est un proviseur fier d'accueillir le SNU : « **On a regardé s'il était techniquement possible d'intégrer le dispositif, sachant que l'on est un grand centre d'examens et de concours. On va pouvoir isoler deux étages de l'internat qui seront dédiés au SNU, ainsi qu'une salle de réunion, pour accueillir une centaine de volontaires.** » Il estime avoir déjà entre ses murs une quarantaine de jeunes intéressés.

Sébastien Lecornu, ancien président du Département de l'Eure devenu ministre, veut « **mettre en place ici quelques modules originaux que l'on ne trouvera pas ailleurs : autour de l'armée, par exemple, avec la base aérienne 105, ou de la culture, avec Giverny** ».

Pour déposer sa candidature : www.jeunes.gouv.fr/SNU



Les ministres ont échangé avec les lycéens d'Évreux sur le Service national universel. - Crédit: Ouest-France